

CHAPITRE IX. — *Dispositions finales*

**Art. 52.** § 1<sup>er</sup>. Les dispositions du présent arrêté qui portent sur les demandes, appréciations de demandes, octroi et paiement de subventions et le contrôle de l'utilisation des subventions sont appliquées pour la première fois à toutes les subventions à charge du budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'exercice 2010.

En dérogation aux premier alinéa, toutes les dispositions qui concernent l'appréciation de la qualité, mentionnées au chapitre VIII, s'appliquent à toutes les appréciations de qualité dès l'entrée en vigueur de ce chapitre comme mentionné en § 3.

§ 2. Le présent arrêté entre en application au 1<sup>er</sup> janvier 2010.

§ 3. En dérogation au § 2 et dans le maintien de l'application du § 1<sup>er</sup>, entrent en application le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* :

1° toutes les dispositions du présent arrêté qui portent sur les demandes, l'appréciation des demandes, l'octroi et le paiement des subventions et le contrôle de l'utilisation de ces subventions octroyées à des activités, projets, soutiens d'artistes et initiatives qui seront lancées dans la première moitié de 2010;

2° Chapitre VIII.

§ 4. Dans le maintien de l'application du § 1<sup>er</sup>, l'arrêté du Gouvernement flamand du 25 juin 2004 relatif à la mise en application du décret sur les Arts du 2 avril 2004 est supprimé à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

§ 5. En dérogation au § 4, les dispositions relatives au paiement et au contrôle de l'arrêté du Gouvernement flamand du 25 juin 2004 relatif à la mise en application du Décret sur les Arts du 2 avril 2004 restent d'application à toutes les subventions octroyées à charge des budgets généraux des dépenses de la Communauté flamande pour les exercices 2006, 2007, 2008 et 2009.

**Art. 53.** Le Ministre flamand ayant les affaires culturelles dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 juillet 2008.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

K. PEETERS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Affaires bruxelloises,

B. ANCIAUX

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 2722

[2008/202836]

**24 JUILLET 2008.** — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service;

Considérant que le présent arrêté a été communiqué à la Commission européenne conformément à l'article 8 de la Directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 juin 1998 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information; qu'elle n'a pas émis d'observation;

Vu l'avis 43.458/2/V du Conseil d'Etat, donné le 9 août 2007 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 déterminant les conditions intégrales des dépôts de liquides combustibles en réservoirs fixes, à l'exclusion des dépôts en vrac de produits pétroliers et substances dangereuses ainsi que les dépôts présents dans les stations-service, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 2, les mots "tout récipient fermé" sont remplacés par les mots "un réservoir";

2° le point 3 est complété par ce qui suit : "Un réservoir aérien non accessible est un réservoir dont au moins une des parois n'est pas visible.";

3° au point 4, les mots "ou le matériau de remblai" sont ajoutés après le mot "environnante";

4° au point 5, les mots "ou le matériau de remblai" sont ajoutés après le mot "environnante";

5° au point 8, les mots "limitée par un plancher, des murs et un toit en maçonnerie ou en béton, où sont placés les réservoirs" sont remplacés par les mots "dont la structure est construite en matériaux incombustibles";

6° le point 10 est supprimé;

7° au point 11, la dernière phrase est supprimée;

8° au point 12, les mots "NBN T52-110" sont remplacés par les mots "EN ISO 2719";

9° au point 16, les mots "technicien chargé de vérifier l'étanchéité des réservoirs et tuyauteries conformément à la législation en vigueur" sont remplacés par les mots "un technicien agréé conformément à l'article 634ter/4 du titre III du Règlement général pour la protection du travail";

10° au point 17, les mots "45004 ou expert agréé en "Installation de stockage" sont remplacés par les mots "ISO/CEI 17020 ou expert agréé dans la discipline "installation de stockage" conformément à l'article 681/73 du titre III du Règlement général pour la protection du travail";

11° le point 18 est remplacé par la disposition suivante :

"18° Etablissement existant : l'établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont l'exploitation est couverte par un permis délivré à la suite d'une demande introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. L'établissement implanté avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, pour lequel l'exploitant peut fournir tout document établissant que le réservoir était en place avant l'entrée en vigueur du présent arrêté est assimilé à un établissement existant. La transformation ou l'extension d'un établissement que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est assimilée à un établissement existant.";

12° les points 11 à 18 deviennent les points 10 à 17.

**Art. 2.** L'article 3 du même arrêté est supprimé.

**Art. 3.** L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante : "Chaque réservoir est équipé d'un dispositif antidébordement : sifflet, sonde électronique ou tout autre système équivalent."

**Art. 4.** A l'article 6 du même arrêté, les mots "ou toute autre technique équivalente" sont supprimés.

**Art. 5.** A l'article 8 du même arrêté, les mots "disposées à environ 0,30 m en dessous du niveau du sol" sont supprimés.

**Art. 6.** L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Chaque réservoir est raccordé à une tuyauterie d'évent qui débouche à l'air libre et qui est équipé d'un système empêchant l'introduction des eaux pluviales et/ou de ruissellement ainsi que tout objet. Cet évent est dimensionné de manière à éviter toute surpression ou dépression à l'intérieur du réservoir."

**Art. 7.** Un article 10bis est inséré dans le même arrêté comme suit :

"Les orifices de remplissage du réservoir ou de la canalisation sont équipés d'un dispositif à vis ou équivalent permettant d'assurer l'étanchéité de la connexion réservoir/camion.

Si les orifices de remplissage sont enfouis, ceux-ci sont placés dans une enceinte de protection imperméable."

**Art. 8.** Le point 4 de l'article 11 du même arrêté est supprimé.

**Art. 9.** L'article 12, alinéa 2, du même arrêté est supprimé.

**Art. 10.** A l'article 13 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 3, les mots ", en pourcentage" sont insérés entre les mots "litres" et "ou dispose".

2° un paragraphe 4 est ajouté comme suit : "§ 4. Le jaugeage est interdit pendant l'approvisionnement du réservoir fixe."

**Art. 11.** A l'article 15 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "Lorsqu'une fuite est constatée" sont remplacés par les mots "Lorsqu'un défaut d'étanchéité est constaté à un réservoir";

2° le point 2 est supprimé;

3° au point 3, les mots "un test d'étanchéité par un technicien agréé" sont remplacés par les mots "une épreuve d'étanchéité par un expert compétent";

4° un paragraphe 2 est ajouté comme suit : "§ 2. Lorsqu'un défaut d'étanchéité est constaté aux tuyauteries d'un réservoir, celles-ci sont mises hors service. S'il n'y a aucun moyen d'isolement entre le réservoir et les tuyauteries défectueuses, le réservoir est mis hors service et vidé le plus rapidement possible."

**Art. 12.** A l'article 18 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "le déclarant" sont remplacés par les mots "l'exploitant";

2° la première phrase de l'alinéa 1<sup>er</sup> est complétée par les mots "et le fonctionnaire chargé de la surveillance";

3° la dernière phrase de l'alinéa 1<sup>er</sup> est supprimée.

**Art. 13.** L'article 19 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante : "Avant la mise en service, une épreuve d'étanchéité est effectuée sur l'ensemble de l'installation par un expert compétent."

**Art. 14.** Un article 19bis est inséré dans le même arrêté comme suit :

"Art. 19bis. § 1<sup>er</sup>. Les tests et les vérifications visés aux articles 19, 34 et 43 donnent lieu à la rédaction d'un procès-verbal. Ce procès-verbal est remis à l'exploitant qui le tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

§ 2. A la suite des tests et vérifications visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, une plaquette visible, lisible, infalsifiable, indélébile et résistante aux hydrocarbures est solidement fixée et validée par un plombage sur la conduite de remplissage, où apparaissent l'adresse du réservoir, les coordonnées de l'expert compétent ou du technicien agréé, la date du contrôle, l'échéance de la validité de l'épreuve ou de la vérification.

Sur la base des constatations, la plaquette est de couleur :

1° verte si le réservoir, les tuyauteries et les accessoires sont étanches et conformes aux présentes conditions;

2° orange si le réservoir, les tuyauteries et les accessoires sont étanches mais que certaines réparations s'avèrent nécessaires aux dispositifs de sécurité, aux protections, aux systèmes antidébordement. Une plaquette orange est également apposée durant l'expertise interne du réservoir, de même qu'en cas de non-respect des présentes conditions;

3° rouge si le réservoir, les tuyauteries ou les accessoires ne sont pas étanches.

Cette plaquette est placée le jour même de l'épreuve ou de la vérification.

§ 3. Seuls les réservoirs pourvus d'une plaquette verte peuvent être remplis et exploités. Les réservoirs munis d'une plaquette orange peuvent encore être remplis pendant une période transitoire de six mois maximum non renouvelable. Ce délai est destiné à la mise en ordre du réservoir, des tuyauteries et des accessoires. Les réservoirs portant une plaquette rouge ne peuvent plus être remplis."

**Art. 15.** A l'article 20 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "le déclarant" sont remplacés par les mots "l'exploitant";

2° au point 6, les mots "articles 3 et 34" sont remplacés par les mots "articles 22, 22bis, 23, 23bis, 35, 36, 37 et 37bis";

3° au point 9, les mots "technicien agréé" sont remplacés par les mots "expert compétent";

4° un point 11 est ajouté comme suit : "11° la fiche technique du matériau utilisé pour imperméabiliser l'encuvement."

**Art. 16.** A l'article 22 du même arrêté, les mots "NBN I.03.001 pour les réservoirs cylindriques horizontaux en acier simple paroi, NBN I. 03.004 pour les réservoirs cylindriques horizontaux en acier double paroi" sont remplacés par les mots "EN 12285-2 pour les réservoirs cylindriques horizontaux en acier simple et double paroi" et les mots "la manutention et l'installation" sont remplacés par les mots "l'installation et le raccordement".

**Art. 17.** Un article 22*bis* dans le même arrêté est inséré comme suit :

"Art. 22*bis*. Les réservoirs autres que cylindriques horizontaux sont construits, transportés, mis en place et raccordés sous la surveillance de l'expert compétent suivant des règles de bonne pratique présentant un niveau de sécurité équivalent aux normes précitées."

**Art. 18.** Un article 23*bis* dans le même arrêté est inséré comme suit :

"Art. 23*bis*. Les réservoirs cylindriques horizontaux simple paroi en plastiques therm durcissables renforcés répondent aux normes de construction NBN EN 976.1 et EN 13121-1 et la norme NBN T 41-014 pour le transport, la mise en place et le raccordement."

**Art. 19.** A l'article 24, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots "EN 12.285-1" sont remplacés par les mots "EN 12.285-2".

**Art. 20.** A l'article 25 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par le paragraphe suivant :

"§ 1<sup>er</sup>. Les réservoirs simple paroi placés à l'air libre, en cave ou dans un local sont installés dans un encuvement étanche aux liquides combustibles. Par dérogation à l'article 22, cet espace de retenue est maintenu libre et a une capacité égale ou supérieure au plus grand des réservoirs.";

2<sup>o</sup> le paragraphe suivant est inséré entre le paragraphe 1<sup>er</sup> et le paragraphe 2 : "§ 2. Si la fosse est accessible, un espace d'au moins 50 cm est laissé autour du réservoir avec un espace de 20 cm entre le radier et la génératrice inférieure du réservoir.";

3<sup>o</sup> le paragraphe 2 devient le paragraphe 3.

**Art. 21.** A l'article 34 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> les mots "conformément à la législation en vigueur" sont supprimés;

2<sup>o</sup> les mots "un test d'étanchéité," sont remplacés par les mots "une épreuve d'étanchéité";

3<sup>o</sup> l'article 34 est complété par les alinéas suivants :

"Les accessoires du réservoir tels que le système visé à l'article 5 et le système de contrôle d'étanchéité permanent sont contrôlés à même périodicité par le technicien agréé.

La périodicité visées aux précédents alinéas se calcule à partir de la date d'acquisition du réservoir ou de celle du dernier contrôle effectué."

**Art. 22.** L'article 35 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante et est inséré dans le Chapitre 1<sup>er</sup> du Titre III : "Chaque réservoir est transporté, mis en place et raccordé sous la surveillance d'un expert compétent conformément aux prescriptions de la norme visée aux articles suivants qui lui est applicable."

**Art. 23.** Un article 37*bis* dans le même arrêté est inséré comme suit :

"Art. 37*bis*. Les réservoirs autres que cylindriques horizontaux sont construits, transportés, mis en place et raccordés sous la surveillance de l'expert compétent suivant des règles de bonne pratique présentant un niveau de sécurité équivalent aux normes précitées."

**Art. 24.** L'article 38 du même arrêté est complété par la phrase suivante :

"Toute autre protection présentant une résistance équivalente peut être acceptée pour autant qu'elle fournit un niveau de protection environnementale équivalent à la norme précitée."

**Art. 25.** A l'article 39 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot "enfouis" est remplacé par le mot "enterrés" et le mot "ou" est remplacé par le mot "soit";

2<sup>o</sup> l'alinéa 2 est supprimé;

3<sup>o</sup> à l'alinéa 4, les mots "Si le réservoir est non accessible, il est muni" sont remplacés par les mots "Les réservoirs simple paroi sont munis" et le mot "/ou" est supprimé.

**Art. 26.** A l'article 43, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> le mot "enfouis" est remplacé par le mot "enterrés";

2<sup>o</sup> les mots "suivant la législation en vigueur" sont remplacés par les mots "effectuée par un technicien agréé";

3<sup>o</sup> les mots "dont l'acquisition date" sont supprimés;

4<sup>o</sup> les mots "la date d'acquisition" sont remplacés par les mots "l'année de construction".

**Art. 27.** L'article 43, alinéa 2, du même arrêté, est complété par la phrase suivante : "Les accessoires du réservoir tels que le système visé à l'article 5 et le système de contrôle d'étanchéité permanent sont contrôlés suivant la même périodicité."

**Art. 28.** L'article 43, alinéa 3, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> l'alinéa 3 est complété par les mots "et tous les trois ans si l'année de construction du réservoir ne peut être établie";

2<sup>o</sup> un nouvel alinéa est ajouté comme suit : "Les accessoires du réservoir tels que le système visé à l'article 5 et le système de contrôle d'étanchéité permanent sont contrôlés suivant la même périodicité."

**Art. 29.** A l'article 43, alinéa 4, les mots "et 2" sont remplacés par les mots "2 et 3".

**Art. 30.** A l'article 44 du même arrêté, les mots "conformément à la législation en vigueur" sont supprimés.

**Art. 31.** A l'article 46, alinéa 2, du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> les points 1<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup> sont remplacés par les points suivants :

"1<sup>o</sup> les articles 11, 1<sup>o</sup>, et 3<sup>o</sup>, 19*bis*, § 3 et 20, 1<sup>o</sup> à 9<sup>o</sup> et 11<sup>o</sup>, ne sont pas applicables aux établissements existants;

4<sup>o</sup> à défaut d'encuvement pour les réservoirs aériens existants, les vérifications visuelles ou épreuves d'étanchéité visées à l'article 34 sont réalisées tous les trois ans;

5<sup>o</sup> à défaut de dispositif de contrôle de l'étanchéité avec système d'alarme visuel ou sonore pour les établissements existants, le réservoir simple paroi enterré existant, ses tuyauteries et ses accessoires sont soumis à une épreuve d'étanchéité tous les trois ans.";

2<sup>o</sup> un point 7 est ajouté comme suit :

"7<sup>o</sup> l'article 12 ne s'applique pas aux réservoirs aériens existants ayant fait l'objet avec succès d'une épreuve d'étanchéité et placés dans un encuvement."

**Art. 32.** Un article 46*bis* dans le même arrêté est inséré comme suit :

"Les articles 634*ter*/1, 634*ter*/2, 634*ter*/3, 634*ter*/5, §§ 2 et 3, et 634*quater* du Règlement général pour la protection du travail sont abrogés pour ce qui concerne les établissements visés par le présent arrêté."

**Art. 33.** Le présent arrêté s'applique aux établissements dûment autorisés ou déclarés avant l'entrée en vigueur du présent arrêté et à la transformation ou à l'extension d'un établissement que l'exploitant a, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

**Art. 34.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 juillet 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 2722

[2008/202836]

**24. JULI 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der gesamten Bedingungen für die Lagerung von brennbaren Flüssigkeiten in ortsfesten Behältern, mit Ausnahme der Lagereinrichtungen für Erdölprodukte und gefährliche Stoffe sowie die Lager in den Tankstellen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der gesamten Bedingungen für die Lagerung von brennbaren Flüssigkeiten in ortsfesten Behältern, mit Ausnahme der Lagereinrichtungen für Erdölprodukte und gefährliche Stoffe sowie die Lager in den Tankstellen;

In Erwägung der Tatsache, dass der vorliegende Erlass der Europäischen Kommission mitgeteilt worden ist, in Übereinstimmung mit Artikel 8 der Richtlinie 98/34/EC des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. Juni 1998 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der Normen und technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft; dass sie keine Bemerkung geäußert hat;

Aufgrund des am 9. August 2007 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 43.458/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;  
Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 zur Festlegung der gesamten Bedingungen für die Lagerung von brennbaren Flüssigkeiten in ortsfesten Behältern, mit Ausnahme der Lagereinrichtungen für Erdölprodukte und gefährliche Stoffe sowie die Lager in den Tankstellen werden folgende Änderungen vorgenommen :

1° in Punkt 2 wird der Wortlaut "jeder geschlossene Behälter" durch den Wortlaut "ein Behälter" ersetzt;

2° Punkt 3 wird durch das Folgende ergänzt: "Ein Behälter gilt als unzugänglicher oberirdischer Behälter, wenn mindestens eine seiner Wände nicht sichtbar ist.";

3° in Punkt 4 wird der Wortlaut "oder dem Auffüllmaterial" nach dem Wort "Erdreich" hinzugefügt;

4° in Punkt 5 wird der Wortlaut "oder dem Auffüllmaterial" nach dem Wort "Erdreich" hinzugefügt;

5° in Punkt 8 wird der Wortlaut "durch einen Boden, Mauern und ein Dach aus Mauerwerk oder Beton begrenztes Bauwerk, in dem sich die Behälter befinden" durch den Wortlaut "Bauwerk, dessen Struktur aus unbrennbaren Materialien besteht." ersetzt;

6° Punkt 10 wird gestrichen;

7° in Punkt 11 wird der letzte Satz gestrichen;

8° in Punkt 12 wird der Wortlaut "NBN T52-110" durch den Wortlaut "EN ISO 2719" ersetzt;

9° in Punkt 16 wird der Wortlaut "Techniker, dessen Aufgabe darin besteht, die Dichtheit der Behälter und der Leitungen gemäß der geltenden Gesetzgebung zu prüfen" durch den Wortlaut "ein Techniker, der gemäß Artikel 634ter/4 von Titel III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung zugelassen ist" ersetzt;

10° in Punkt 17 wird der Wortlaut "45004 akkreditierte Person oder eine technische Dienststelle oder ein auf dem Gebiet der "Lagereinrichtungen" anerkannter Sachverständiger" durch den Wortlaut "ISO/CEI 17020 akkreditierte Person oder ein im Sachbereich "Lagereinrichtungen" gemäß Artikel 681/73 des Titels III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung zugelassener Sachverständiger" ersetzt;

11° Punkt 18 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"18° Bestehender Betrieb: der Betrieb, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassen wurde oder dessen Bewirtschaftung durch eine infolge eines vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eingereichten Antrags ausgestellte Genehmigung gedeckt ist. Der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingerichtete Betrieb, dessen Betreiber jegliches Dokument vorweisen kann, das beweist, dass der Behälter vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses bestand, wird einem bereits bestehenden Betrieb gleichgestellt. Die Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs, die der Betreiber vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses im in Artikel 10, § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Register eingetragen hat, wird einem bereits bestehenden Betrieb gleichgestellt.";

12° aus den Punkten 11 bis 18 werden die Punkte 10 bis 17.



**Art. 2** - Artikel 3 desselben Erlasses wird gestrichen.

**Art. 3** - Artikel 5 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt: "Jeder Behälter wird mit einer Überfüllsicherung versehen: Pfeife, elektronische Sonde oder jedes andere gleichwertige System."

**Art. 4** - In Artikel 6 desselben Erlasses wird der Wortlaut "oder ein gleichwertiges System umfasst" gestrichen.

**Art. 5** - In Artikel 8 desselben Erlasses wird der Wortlaut "Die Leitungen werden etwa 0,30 Meter unter der Oberfläche verlegt" gestrichen.

**Art. 6** - Artikel 10 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt :

"Jeder Behälter ist an ein Entlüftungsrohr angeschlossen, das ins Freie mündet und mit einer Vorrichtung versehen ist, die das Eindringen von Regen- und/oder Niederschlagswasser sowie von jedem anderen Gegenstand verhindert. Dieses Entlüftungsrohr ist so dimensioniert, dass jeder Überdruck bzw. Unterdruck im Behälter verhindert wird."

**Art. 7** - In denselben Erlass wird ein Artikel 10*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die Einfüllstutzen des Behälters oder der Rohrleitung sind mit einer Schraubvorrichtung oder einer gleichwertigen Vorrichtung versehen, die die Dichtheit der Verbindung zwischen dem Behälter und dem Tankwagen gewährleistet.

Sind die Einfüllstutzen unterirdisch, müssen sie in einer dichten Schutzvorrichtung angelegt werden."

**Art. 8** - Punkt 4, von Artikel 11, desselben Erlasses wird gestrichen.

**Art. 9** - Artikel 12, Absatz 2 desselben Erlasses wird gestrichen.

**Art. 10** - In Art. 13 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 3 wird der Wortlaut ", in Prozentsatz" zwischen das Wort "Litern" und die Wörter "auf oder umfasst" eingefügt.

2° ein § 4 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt: "§ 4. Während des Füllens des Behälters sind Peilvorgänge untersagt."

**Art. 11** - In Artikel 15 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird der Wortlaut "Wird ein Leck bei einem Behälter festgestellt" durch den Wortlaut "Wird ein Dichtheitsfehler bei einem Behälter festgestellt" ersetzt;

2° Punkt 2 wird gestrichen;

3° in Punkt 3 wird der Wortlaut "durch einen zugelassenen Techniker durchgeführte Dichtheitsprobe" durch den Wortlaut "durch einen fachkundigen Sachverständigen durchgeführte Dichtheitsprüfung" ersetzt;

4° ein § 2 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt: "§ 2. Wenn ein Leck an den Rohrleitungen eines Behälters festgestellt wird, werden diese außer Betrieb gesetzt. Wenn es nicht möglich ist, die defekten Rohrleitungen vom Behälter abzutrennen, wird der betroffene Behälter schnellstens außer Betrieb gesetzt und entleert."

**Art. 12** - In Artikel 18 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen :

1° der Wortlaut "der Meldepflichtige" wird durch den Wortlaut "der Betreiber" ersetzt

2° der erste Satz von Absatz 1 wird durch den Wortlaut "und den mit der Überwachung beauftragten Beamten" ergänzt;

3° der letzte Satz von Absatz 1 wird gestrichen.

**Art. 13** - Artikel 19 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "Vor der Inbetriebnahme wird eine Dichtheitsprüfung an der ganzen Anlage von einem fachkundigen Sachverständigen vorgenommen."

**Art. 14** - Ein Artikel 19*bis* mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlass eingefügt:

"Art. 19*bis* - § 1. Die in den Artikeln 19, 34 und 43 erwähnten Tests und Überprüfungen geben Anlass zur Erstellung eines Protokolls. Dieses Protokoll wird dem Betreiber ausgehändigt. Dieser hält es dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung.

§ 2. Nach der Ausführung der in § 1, erwähnten Tests und Überprüfungen wird eine sichtbare, lesbare, unverfälschbare, unverwischbare und gegen Kohlenwasserstoffe beständige Plakette auf der Einfüllleitung fest angebracht und durch eine Plombierung für gültig erklärt; auf dieser Plakette stehen die Anschrift des Behälters, nähere Angaben zum zuständigen Sachverständigen oder zum zugelassenen Techniker, das Datum der Kontrolle, das Fälligkeitsdatum der Prüfung oder der Überprüfung.

Je nach den Feststellungen hat die Plakette folgende Farbe:

1° grün, wenn der Behälter, die Leitungen und das Zubehör dicht sind und den vorliegenden Bedingungen entsprechen;

2° orange, wenn der Behälter, die Leitungen und das Zubehör dicht sind und bestimmte Reparaturen an den Sicherheits-, Schutz- und Überfüllvorrichtungen als nötig erscheinen. Eine orangefarbene Plakette wird ebenfalls während der internen Prüfung des Behälters angebracht; dasselbe gilt bei Nichteinhaltung der vorliegenden Bedingungen;

3° rot, wenn der Behälter, die Leitungen und das Zubehör nicht dicht sind.

Diese Plakette wird am Tag der Prüfung oder der Überprüfung angebracht.

§ 3. Nur die mit einer grünen Plakette versehenen Behälter dürfen aufgefüllt und in Betrieb genommen werden. Die mit einer orangefarbenen Plakette versehenen Behälter dürfen noch während eines nicht erneuerbaren Übergangszeitraums von höchstens sechs Monaten aufgefüllt werden. Diese Frist ist zur Anpassung des Behälters, der Leitungen und des Zubehörs an die Vorschriften bestimmt. Die mit einer roten Plakette versehenen Behälter dürfen nicht mehr aufgefüllt werden."

**Art. 15** - In Artikel 20 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen :

1° der Wortlaut "Der Meldepflichtige" wird durch den Wortlaut "Der Betreiber" ersetzt;

2° in Punkt 6 wird der Wortlaut "Artikeln 3 und 34" durch den Wortlaut "Artikeln 22, 22*bis*, 23, 23*bis*, 35, 36, 37 und 37*bis*;" ersetzt;

3° in Punkt 9 wird der Wortlaut "zugelassenen Techniker" durch den Wortlaut "fachkundigen Sachverständigen" ersetzt;

4° ein Punkt 11 mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt: "11° das technische Merkblatt des zum Abdichten des Auffangbeckens verwendeten Materials".

**Art. 16** - In Artikel 22 desselben Erlasses wird der Wortlaut "NBN I.03.001 für waagrecht aufgestellte zylindrische Metallbehälter mit einfacher Wand, NBN I 03-004 für waagrecht aufgestellte zylindrische Metallbehälter mit Doppelwand" durch den Wortlaut "EN 12285-2 für waagrecht aufgestellte zylindrische Metallbehälter mit einfacher oder doppelter Wand" und der Wortlaut "die Handhabung und die Einrichtung" durch den Wortlaut "die Einrichtung und das Anschließen" ersetzt.

**Art. 17** - Ein Artikel 22*bis* mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlass eingefügt:

"Art. 22*bis* - Die Behälter, die keine zylindrischen waagerechten Behälter sind, werden unter der Aufsicht des fachkundigen Sachverständigen gemäß den Regeln der guten fachlichen Praxis, die ein den vorerwähnten Normen entsprechendes Sicherheitsniveau aufweisen, gebaut, transportiert, installiert und angeschlossen."

**Art. 18** - Ein Artikel 23*bis* mit folgendem Wortlaut wird in denselben Erlass eingefügt:

"Art. 23*bis* - Die zylindrischen, waagerechten, einwandigen Behälter aus verstärktem, thermogehärtetem Kunststoff entsprechen den Baunormen NBN EN 976.1 und EN 13121-1 und der Norm NBN T 41-014 für den Transport, das Installieren und das Anschließen."

**Art. 19** - In Artikel 24, § 1, desselben Erlasses wird der Wortlaut "EN 12.285-1" durch den Wortlaut "EN 12.285-2" ersetzt.

**Art. 20** - In Artikel 25 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° § 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 1. Die einwandigen Behälter, die im Freien, in einem Keller oder in einem Raum stehen, werden in einem Auffangbecken, das keine brennbaren Flüssigkeiten durchlässt, installiert. In Abweichung von Artikel 22 wird dieser Auffangraum frei gehalten und besitzt ein Fassungsvermögen, das mindestens dem größten der Behälter entspricht."

2° der folgende § wird zwischen den ersten und den zweiten § eingefügt: "§ 2. Wenn die Grube zugänglich ist, wird ein Raum von mindestens 50 cm um den Behälter frei gelassen, dies mit einem Raum von 20 cm zwischen der Bodensole und der unteren Kante des Behälters.";

3° aus § 2 wird § 3.

**Art. 21** - In Artikel 34 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° der Wortlaut "gemäß der geltenden Gesetzgebung" wird gestrichen;

2° der Wortlaut "einer Dichtheitsprobe" wird durch den Wortlaut "einer Dichtheitsprüfung" ersetzt;

3° Artikel 34 wird durch folgende Absätze ergänzt:

Das Zubehör des Behälters wie das in Artikel 5 erwähnte System und das permanente System zur Kontrolle der Dichtheit werden vom zugelassenen Techniker in den gleichen Zeitabständen kontrolliert.

Die in den vorigen Absätzen erwähnten Zeitabstände werden ab dem Datum des Erwerbs des Behälters oder ab dem Datum der letzten durchgeführten Kontrolle berechnet."

**Art. 22** - Artikel 35 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt und in Kapitel I von Titel III eingefügt: "Jeder Behälter wird unter der Aufsicht eines fachkundigen Sachverständigen gemäß den Vorschriften der in den folgenden Artikeln erwähnten Norm, die auf ihn anwendbar sind, transportiert, installiert und angeschlossen."

**Art. 23** - In denselben Erlass wird ein Artikel 37*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 37*bis* - Die Behälter, die keine zylindrischen waagerechten Behälter sind, werden unter der Aufsicht des fachkundigen Sachverständigen gemäß den Regeln der guten fachlichen Praxis, die ein den vorerwähnten Normen entsprechendes Sicherheitsniveau aufweisen, transportiert, installiert und angeschlossen."

**Art. 24** - Artikel 38 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ergänzt:

"Jeder andere Schutz, der eine gleichwertige Widerstandsfähigkeit aufweist, kann angenommen werden, wenn sein Niveau in Sachen Umweltschutz der vorerwähnten Norm entspricht."

**Art. 25** - In Artikel 39 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird das Wort "vergraben" durch das Wort "eingegraben" ersetzt;

2° Absatz 2 wird gestrichen;

3° in Absatz 4 wird der Wortlaut "Ist der Behälter nicht zugänglich, so ist er" durch den Wortlaut "Die einwandigen Behälter sind " ersetzt und das Wort "/oder" gestrichen.

**Art. 26** - In Artikel 43, Absatz 1 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen :

1° in der französischen Fassung wird das Wort "enfouis" durch "enterrés" ersetzt;

2° der Wortlaut "gemäß der geltenden Gesetzgebung" wird durch den Wortlaut ", die von einem zugelassenen Techniker vorgenommen wird," ersetzt;

3° der Wortlaut ", die vor zehn bis zwanzig Jahren angeschafft wurden. » wird gestrichen;

4° das Wort "Anschaffungsdatum" wird durch das Wort "Baujahr" ersetzt.

**Art. 27** - Artikel 43, Absatz 3, desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ergänzt: "Das Zubehör des Behälters wie das in Artikel 5 erwähnte System und das System zur permanenten Kontrolle der Dichtheit werden in den gleichen Zeitabständen kontrolliert."

**Art. 28** - In Artikel 43, Absatz 3 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 3 wird durch den Wortlaut "und alle drei Jahre, wenn das Baujahr des Behälters nicht festgestellt werden kann" ergänzt;

2° ein neuer Absatz mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt: "Das Zubehör des Behälters wie das in Artikel 5 erwähnte System und das System zur permanenten Kontrolle der Dichtheit werden in den gleichen Zeitabständen kontrolliert."

**Art. 29** - In Artikel 43, Absatz 4 wird der Wortlaut "und 2" durch den Wortlaut "2 und 3" ersetzt.

**Art. 30** - In Artikel 44 desselben Erlasses wird der Wortlaut "gemäß der geltenden Gesetzgebung" gestrichen.

**Art. 31** - In Artikel 46, Absatz 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Punkte 1°, 4° und 5° werden durch folgende Punkte ersetzt:

"1° die Artikel 11, 1° und 3°, 19*bis*, § 3 und 20, 1° bis 9° und 11° finden keine Anwendung auf die bestehenden Betriebe;

4° in Ermangelung eines Auffangbeckens für die bestehenden oberirdischen Behälter müssen die in Artikel 34 erwähnten visuellen Überprüfungen oder Dichtheitsprüfungen alle drei Jahre durchgeführt werden;

5° in Ermangelung einer Vorrichtung zur Kontrolle der Dichtheit mit einem visuellen oder akustischen Alarmsystem für die bestehenden Betriebe werden der eingegrabene einwandige Behälter, seine Leitungen und sein Zubehör alle drei Jahre einer Dichtheitsprüfung unterzogen."

2° ein Punkt 7 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"7° Artikel 12 findet keine Anwendung auf die bestehenden oberirdischen Behälter, die Gegenstand einer erfolgreichen Dichtheitsprüfung gewesen sind und in einem Auffangbecken stehen."

**Art. 32** - In denselben Erlass wird ein Artikel 46*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die Artikel 634*ter*/1, 634*ter*/2, 634*ter*/3, 634*ter*/5, §§ 2 und 3, und 634*quater* der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung werden, was die durch den vorliegenden Erlass betroffenen Betriebe angeht, aufgehoben."

**Art. 33** - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die Betriebe, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß genehmigt oder deklariert waren, und auf die Umwandlung oder Erweiterung eines Betriebs, die der Betreiber vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses im in Artikel 10, § 2, des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Register eingetragen hat.

**Art. 34** - Der Minister der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. Juli 2008.

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 2722

[2008/202836]

**24 JULI 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de integrale voorwaarden voor de opslag van brandbare vloeistoffen in vaste houders, met uitzondering van installaties voor bulkopslag van olieproducten en gevaarlijke stoffen alsook de opslag in benzinestations**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de integrale voorwaarden voor de opslag van brandbare vloeistoffen in vaste houders, met uitzondering van installaties voor bulkopslag van olieproducten en gevaarlijke stoffen alsook de opslag in benzinestations;

Overwegende dat dit besluit aan de Europese Commissie meegedeeld werd overeenkomstig artikel 8 van Richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij; dat de Europese Commissie geen opmerking heeft gemaakt;

Gelet op het advies 43.458/2/V van de Raad van State, gegeven op 9 augustus 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 tot bepaling van de integrale voorwaarden voor de opslag van brandbare vloeistoffen in vaste houders, met uitzondering van installaties voor bulkopslag van olieproducten en gevaarlijke stoffen alsook de opslag in benzinestations worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in punt 1<sup>o</sup> worden de woorden "vaste tank" vervangen door het woord "tank";

2<sup>o</sup> punt 3 wordt aangevuld als volgt : "Een ontoegankelijke bovengrondse tank is een tank met minstens één onzichtbare wand.";

3<sup>o</sup> in punt 4 worden de woorden "of het ophogingsmateriaal" tussen de woorden "aarde" en "rechtstreeks" ingevoegd;

4<sup>o</sup> in punt 5 worden de woorden "of het ophogingsmateriaal" tussen de woorden "aarde" en "rechtstreeks" ingevoegd;

5<sup>o</sup> in punt 8 worden de woorden ", begrensd door een vloer, muren en een dak van metselwerk of beton, waar de tanks worden geplaatst" vervangen door de woorden "waarvan de structuur uit vuurvaste materialen bestaat";

6<sup>o</sup> punt 10 wordt geschrapt;

7<sup>o</sup> in punt 11<sup>o</sup> wordt de hele zin geschrapt;

8<sup>o</sup> in punt 12<sup>o</sup> wordt de code "NBN T52-110" vervangen door de code "EN ISO 2719";

9<sup>o</sup> in punt 16 worden de woorden "technicus belast met de controle op de waterdichtheid van de tanks en buizen overeenkomstig de vigerende wetgeving" vervangen door de woorden "technicus erkend overeenkomstig artikel 634ter/4 van Titel III van het Algemeen Reglement op de arbeidsbescherming";

10<sup>o</sup> in punt 17 worden de woorden "45004 of een deskundige die erkend is in 'Opslaginstallatie' vervangen door de woorden "ISO/CEI 17020 of deskundige erkend in het vak 'opslaginstallatie' overeenkomstig artikel 681/73 van Titel III van het Algemeen Reglement op de arbeidsbescherming";

11<sup>o</sup> punt 18 wordt vervangen als volgt :

"18<sup>o</sup> bestaande inrichting : inrichting die behoorlijk vergund is vóór de inwerkingtreding van dit besluit of waarvan de exploitatie gedekt is door een vergunning die is aangevraagd vóór de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning. De inrichting gevestigd vóór de inwerkingtreding van dit besluit en waarvoor de uitbater elk document kan overleggen waaruit blijkt dat de tank vóór de inwerkingtreding van dit besluit geplaatst werd, wordt met een bestaande inrichting gelijkgesteld. De ombouw of uitbreiding van een inrichting die de uitbater vóór de inwerkingtreding van dit besluit vermeld heeft in het register bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt met een bestaande inrichting gelijkgesteld;

12<sup>o</sup> de punten 11 tot 18 worden de punten 10 tot 17.

**Art. 2.** Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 3.** Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : "Elke tank is uitgerust met een overloopbeveiliging : fluit, elektronische sonde of elk ander gelijkwaardig systeem".

**Art. 4.** In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden "of van elke andere gelijkwaardige techniek" geschrapt.

**Art. 5.** In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de woorden "en ingegraven ongeveer 0,30 m beneden de grond" geschrapt.

**Art. 6.** Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Elke tank wordt verbonden met ontluchtingsbuizen die in de open lucht uitmonden en is uitgerust met een systeem dat regen- en/of afvloeiend water alsook elk voorwerp tegenhoudt. De ontluchtingsbuizen zijn zo gedimensioneerd dat over- of onderdruk binnen de tank voorkomen kan worden."

**Art. 7.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 10*bis*, luidend als volgt :

"De vullingsopeningen van de tank of van de leiding zijn uitgerust met een schroefstelsel of met een gelijkwaardig systeem ten einde de dichtheid van de connectie tank/vrachtwagen te garanderen.

In geval van ingraving worden de vullingsopeningen in een waterdichte beschermingsruimte geplaatst."

**Art. 8.** Punt 4, van artikel 11, van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

**Art. 9.** Artikel 12, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 10.** In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 3 worden de woorden ", in percent" tussen de woorden "liter" en "of" ingevoegd.

2° er wordt een paragraaf 4 toegevoegd, luidend als volgt : " § 4. Het is verboden te peilen gedurende het vullen van de vaste tank. »

**Art. 11.** In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "Wanneer een lekkage wordt vastgesteld in een tank" vervangen door de woorden "Wanneer een gebrekkige dichtheid wordt vastgesteld in een tank";

2° punt 2 wordt geschrapt;

3° in punt 3 worden de woorden "een dichtheidstest uitgevoerd door een erkende technicus" vervangen door de woorden "een dichtheidsproef uitgevoerd door een bevoegde deskundige";

4° er wordt een paragraaf 2 toegevoegd, luidend als volgt : " § 2. Wanneer vastgesteld wordt dat de leidingen van een tank niet meer dicht zijn, worden die leidingen buiten bedrijf gesteld. Bij gebrek aan isolatiemiddel tussen de tank en de gebrekkige leidingen wordt de tank buiten bedrijf gesteld en zo spoedig mogelijk geleidigd. »

**Art. 12.** In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "de aangever" worden vervangen door de woorden "de uitbater";

2° de eerste zin van het eerste lid wordt aangevuld met de woorden "en de toezichthoudende ambtenaar";

3° de laatste zin van het eerste lid wordt geschrapt.

**Art. 13.** Artikel 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt : « Vóór de inbedrijfstelling wordt de gezamenlijke installatie onderworpen aan een dichtheidstest die door een bevoegde deskundige uitgevoerd wordt. »

**Art. 14.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 19*bis*, luidend als volgt :

"Art. 19*bis*. § 1. De tests en verificaties bedoeld in de artikelen 19, 34 en 43 zijn het voorwerp van notulen. Die notulen worden overgemaakt aan de uitbater, die ze ter inzage van de toezichthoudende ambtenaar legt.

§ 2. Na de tests en de verificaties bedoeld in paragraaf 1, wordt een zichtbaar, leesbaar, onvervalsbaar, onuitwisbaar en tegen koolwaterstoffen bestendig plaatje stevig vastgemaakt en met een loodje gevalideerd op de vullingsleiding. Dat plaatje vermeldt het adres van de tank, de personalia van de bevoegde deskundige of van de erkende technicus, de datum van de controle, de vervaldatum van de geldigheidsperiode van de test of van de verificatie.

Al naar gelang van de vaststellingen is het plaatje :

1° groen indien de tank, de leidingen en de toebehoren waterdicht zijn en aan deze voorwaarden voldoen;

2° oranje indien de tank, de leidingen en de toebehoren waterdicht zijn alhoewel sommige herstellingen uitgevoerd moeten worden aan de veiligheidssystemen, de beschermingen, de systemen ter voorkoming van overloop. Er wordt ook een oranje plaatje aangebracht tijdens de interne expertise van de tank en in geval van niet naleving van deze voorwaarden;

3° rood indien de tank, de leidingen of de toebehoren niet waterdicht zijn.

Dat plaatje wordt aangebracht op de dag van de test of van de verificatie.

§ 3. Alleen de tanks voorzien van een groen plaatje mogen gevuld en uitgebaat worden. De tanks voorzien van een oranje plaatje mogen nog gevuld worden gedurende een niet verlengbare overgangperiode van maximum zes maanden. Die termijn dient om de tank, de leidingen en de toebehoren te herstellen. De tanks voorzien van een rood plaatje mogen niet meer gevuld worden."

**Art. 15.** In artikel 20 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "de aangever" worden vervangen door de woorden "de uitbater";

2° in punt 6° worden de woorden "artikelen 3 en 34" vervangen door de woorden "artikelen 22, 22*bis*, 23, 23*bis*, 35, 36, 37 en 37*bis*";

3° in punt 9 worden de woorden "erkende technicus" vervangen door de woorden "bevoegde deskundige";

4° er wordt een punt 11 toegevoegd, luidend als volgt : "11° de technische fiche van het materiaal dat gebruikt wordt om de inkuipung waterafstotend te maken."

**Art. 16.** In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de woorden "NBN I.03.001 voor horizontale cilindrische stalen tanks met één enkele wand, NBN I 03.001 voor horizontale cilindrische tanken met een dubbele wand" vervangen door de woorden "EN 12285-2 voor horizontale cilindrische stalen tanks met enkele en dubbele wand" en worden de woorden "de behandeling en de installatie" vervangen door de woorden "de installatie en de aansluiting".

**Art. 17.** Hetzelfde besluit wordt met een artikel 22*bis* aangevuld, luidend als volgt :

"Art. 22*bis*. De tanks die niet cilindrisch horizontaal zijn worden onder het toezicht van de bevoegde deskundige gebouwd, vervoerd, geplaatst en aangesloten volgens regels van goede praktijk met een veiligheidsgraad die aan genoemde normen voldoet."

**Art. 18.** Hetzelfde besluit wordt met een artikel 23*bis* aangevuld, luidend als volgt :

"Art. 23*bis*. De horizontale cilindrische stalen tanks met enkele wand uit versterkte thermohardende kunststoffen voldoen aan de bouwnormen NBN EN 976.1 en EN 13121-1 en aan de norm NBN T 41-014 voor het vervoer, de plaatsing en de aansluiting."

**Art. 19.** In artikel 24, § 1, van hetzelfde besluit wordt de code "EN 12.285-1" vervangen door de code "EN 12.285-2".

**Art. 20.** In artikel 25 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

"§ 1. De tanks met één enkele wand geplaatst in de open lucht, in een kelder of in een lokaal worden geïnstalleerd in een inkuipung die waterdicht is tegen brandbare vloeistoffen. In afwijking van artikel 22 wordt die stuwruimte vrijgehouden en is de inhoud ervan gelijk aan of groter dan die van de grootste tank."



2° tussen paragraaf 1 en paragraaf 2 wordt de volgende paragraaf ingevoegd : "§ 2. Indien de kuil toegankelijk is, wordt voorzien in een ruimte van minstens 50 cm rondom de tank en van 20 cm tussen vloer en de onderste generator van de tank.";

3° paragraaf 2 wordt paragraaf 3.

**Art. 21.** In artikel 34 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "overeenkomstig de vigerende wetgeving" worden geschrapt;

2° de woorden "een dichtheidstest" worden vervangen door de woorden "een dichtheidsproef";

3° artikel 34 wordt aangevuld met de volgende leden :

"De toebehoren van de tank, zoals het systeem bedoeld in artikel 5 en het systeem voor de permanente dichtheidscontrole worden op dezelfde tijdstippen door de erkende technicus nagekeken.

De tijdstippen bedoeld in de vorige leden worden vastgelegd met ingang van de datum van aankoop van de tank of van de datum waarop de laatste controle is uitgevoerd."

**Art. 22.** Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt en ingevoegd in Hoofdstuk I van Titel III : "Elke tank wordt onder het toezicht van een bevoegde deskundige vervoerd, geplaatst en aangesloten overeenkomstig de voorschriften van de in de volgende artikelen bedoelde norm die erop toepasselijk is."

**Art. 23.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 37bis, luidend als volgt :

"Art. 37bis. De tanks die niet cilindrisch horizontaal zijn worden onder het toezicht van de bevoegde deskundige gebouwd, vervoerd, geplaatst en aangesloten volgens regels van goede praktijk met een veiligheidsgraad die aan genoemde normen voldoet."

**Art. 24.** Artikel 38 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende zin :

"Elke andere beschutting met een gelijkwaardige weerstand kan aangenomen worden voor zover de milieubeschermingsgraad ervan aan genoemde norm voldoet."

**Art. 25.** In artikel 39 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid van de Franse tekst wordt het woord "enfouis" vervangen door het woord "enterrés" en wordt het woord "ou" vervangen door het woord "soit";

2° het tweede lid wordt opgeheven;

3° in het vierde lid worden de woorden "Indien de tank niet toegankelijk is, is het voorzien" vervangen door de woorden "De tanks met enkele wand zijn voorzien" en wordt het woord "/of" geschrapt.

**Art. 26.** In artikel 43, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Franse tekst wordt het woord "enfouis" vervangen door het woord "enterrés";

2° de woorden "volgens de vigerende wetgeving" worden vervangen door de woorden "die door een erkende technicus uitgevoerd wordt";

3° in de Franse tekst worden de woorden "dont l'acquisition date" geschrapt;

4° de woorden "de aanwervingsdatum" worden vervangen door de woorden "het bouwjaar".

**Art. 27.** Artikel 43, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende zin : "De toebehoren van de tank, zoals het systeem bedoeld in artikel 5 en het systeem voor de permanente dichtheidscontrole worden op dezelfde tijdstippen nagekeken."

**Art. 28.** In artikel 43, derde lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het derde lid wordt aangevuld met de woorden "en om de drie jaar indien het bouwjaar van de tank niet vastgelegd kan worden";

2° er wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt : "De toebehoren van de tank, zoals het systeem bedoeld in artikel 5 en het systeem voor de permanente dichtheidscontrole worden op dezelfde tijdstippen nagekeken. »

**Art. 29.** In artikel 43, vierde lid, worden de woorden "en 2" vervangen door de woorden "2 en 3".

**Art. 30.** In artikel 44 van hetzelfde besluit worden de woorden "overeenkomstig de vigerende wetgeving" geschrapt.

**Art. 31.** In artikel 46, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de punten 1°, 4° en 5° worden vervangen door de volgende punten :

"1° de artikelen 11, 1°, en 3°, 19bis, § 3 en 20, 1° tot 9° en 11° zijn niet van toepassing op de bestaande inrichtingen;

4° indien de bestaande bovengrondse tanks niet in een kuil liggen, worden de visuele verificaties of de dichtheidsproeven bedoeld in artikel 34 om de drie jaar uitgevoerd;

5° indien de bestaande inrichtingen niet uitgerust zijn met een voorziening voor de dichtheidscontrole met visueel of geluidsalarmsysteem, worden de leidingen en toebehoren ervan om de drie jaar aan een dichtheidsproef onderworpen;

2° er wordt een punt 7 toegevoegd, luidend als volgt :

"7° artikel 12 is niet van toepassing op de bestaande bovengrondse tanks die in een kuil liggen en die met succes een dichtheidsproef hebben doorstaan."

**Art. 32.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 46bis, luidend als volgt :

"De artikelen 634ter/1, 634ter/2, 634ter/3, 634ter/5, §§ 2 en 3, en 634quater, van het Algemeen Reglement op de arbeidsbescherming worden opgeheven voor wat betreft de inrichtingen bedoeld in dit besluit."

**Art. 33.** Dit besluit is van toepassing op de inrichtingen die behoorlijk vergund of aangegeven zijn vóór de inwerkingtreding van dit besluit en op de verbouwing of uitbreiding van een inrichting die de uitbater vóór de inwerkingtreding van dit besluit heeft opgenomen in het register bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

**Art. 34.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 juli 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN